



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/15  
13 octobre 2017

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quatre-vingtième réunion  
Montréal, 13-17 novembre 2017

**RETARDS DANS LA SOUMISSION DES TRANCHES**

**Introduction**

1. En application de la décision 47/50 d),<sup>1</sup> le Secrétariat a rédigé le présent document sur les retards subis dans la soumission des tranches au titre des accords pluriannuels (APA). Ce document présente les mesures prises pour donner suite aux décisions sur les retards dans la soumission des tranches adoptées à la 79<sup>e</sup> réunion, une analyse de chacune des tranches qui n'ont pas été soumises à la 80<sup>e</sup> réunion, les raisons pour lesquelles des tranches présentées à cette dernière ont fait l'objet de retrait, ainsi que des recommandations.

---

<sup>1</sup> Le Comité exécutif a décidé d'inclure à l'ordre du jour des prochaines réunions une sous-rubrique distincte portant sur les retards dans la proposition des tranches annuelles et le décaissement des fonds pour les tranches et les obligations.

## **Suite donnée aux décisions prises sur les retards dans la soumission des tranches à la 79<sup>e</sup> réunion**

2. En application de la décision 79/24 b), le Secrétariat a écrit aux gouvernements de 30 pays visés à l'article 5 afin de les exhorter à soumettre à la 80<sup>e</sup> réunion la tranche suivante de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). En conséquence, les gouvernements des Bahamas<sup>2</sup>, du Bangladesh<sup>3</sup>, de la Barbade<sup>4</sup>, du Brésil<sup>5</sup>, du Burkina Faso<sup>6</sup>, de la République démocratique du Congo<sup>7</sup>, du Kenya<sup>8</sup>, du Lesotho<sup>9</sup>, des Maldives<sup>10</sup>, du Myanmar<sup>11</sup> et du Timor-Leste<sup>12</sup> ont soumis leur proposition respective de tranche de leur PGEH. Cependant, aucune proposition de tranche n'a été soumise par les gouvernements de l'Algérie, d'Antigua-et-Barbuda, du Bahreïn, de Brunei Darussalam, du Burundi, de la Côte-d'Ivoire, de Dominique, de la Géorgie, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, du Koweït, du Mozambique, du Niger, des Philippines<sup>13</sup>, du Qatar, de la République centrafricaine<sup>14</sup>, du Surinam, de la Turquie et du Viet Nam<sup>15</sup>.

## **Analyse des tranches non soumises à la 80<sup>e</sup> réunion**

3. Quarante-et-une activités liées aux tranches du PGEH de 24 pays, d'une valeur totale de 24 468 120 \$US (y compris les coûts d'appui d'agence) et devant être soumises à la 80<sup>e</sup> réunion, ne l'ont pas été, comme cela est décrit à l'annexe 1 du présent document<sup>16</sup>.

## **Raisons des retards et incidence sur la conformité**

4. Les retards dans la présentation des tranches des PGEH sont dus aux raisons suivantes : décisions ou approbations du gouvernement ou modifications au sein de l'UNO ou encore changement structurel (10); absence de rapport de vérification obligatoire (8); insuffisamment de fonds des tranches précédentes toujours disponibles (5); décaissement inférieur au seuil de 20 pour cent des fonds approuvés pour la tranche précédente (14); retards dans la mise en œuvre du volet investissements (6); problèmes de sécurité (2); retards dans la tranche précédente (1); signature des accords (12); agence principale pas prête pour la soumission de la proposition (7); difficultés internes (2); procédures douanières (2); ou absence de rapports périodiques ou financiers (1).

5. Comme l'ont expliqué les agences d'exécution visées, les retards dans la soumission des tranches qui étaient dues n'auront aucune incidence (ou n'en aurait probablement pas) sur le respect des obligations des pays au titre du Protocole de Montréal. Toutes les tranches encore dues devraient être soumises à la 81<sup>e</sup> réunion, à l'exception de celles de l'Afrique du Sud, du Bahreïn, de l'Irak, du Koweït et du Maroc, qui peuvent être présentées à la 82<sup>e</sup> réunion.

---

<sup>2</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/31.

<sup>3</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/32.

<sup>4</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/33.

<sup>5</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/34.

<sup>6</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/35.

<sup>7</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/40.

<sup>8</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/41.

<sup>9</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/42.

<sup>10</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/43.

<sup>11</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/46.

<sup>12</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/51.

<sup>13</sup> Le gouvernement des Philippines a demandé l'annulation de la tranche restante de la phase 1 de son PGEH.

<sup>14</sup> Selon la décision 79/24 b), la République centrafricaine peut soumettre sa proposition à la 80<sup>e</sup> ou 81<sup>e</sup> réunion.

<sup>15</sup> Selon la décision 79/24 b), le Viet Nam peut soumettre sa proposition à la 80<sup>e</sup> ou 81<sup>e</sup> réunion.

<sup>16</sup> À titre de comparaison, lors de la 79<sup>e</sup> réunion, 41 tranches à soumettre par 26 pays n'ont pas été soumises.

## Recommandations

6. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note :
  - i) Du rapport sur les retards dans la soumission des tranches contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/15;
  - ii) Des renseignements sur les retards dans la soumission des tranches au titre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) soumis par les gouvernements de la France et du Japon, et par le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale;
  - iii) Du fait que 28 des 69 activités liées aux tranches des PGEH devant être présentées à la 80<sup>e</sup> réunion ont été soumises à temps;
  - iv) Du fait que les agences d'exécution concernées ont indiqué que la soumission tardive des tranches PGEH due à la troisième réunion de 2017 n'aurait aucune incidence ou ne devraient pas avoir d'incidence sur la conformité avec le Protocole de Montréal, et qu'il n'y avait aucune indication que ces pays soient en situation de non-conformité avec les mesures de réglementation du Protocole de Montréal;
- b) Prier le Secrétariat d'envoyer aux gouvernements concernés des lettres sur les décisions relatives aux retards dans la soumission des tranches figurant à la l'annexe I du présent document.



## Annexe I

TRANCHES NON SOUMISES À LA 80<sup>E</sup> RÉUNION

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Algérie (phase I)	ONUDI	2014	154 800	Décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que la troisième tranche (2014) de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) n'avait pas été soumise du fait des retards dans un certain nombre de volets de projet, y compris les activités de vérification, de formation du personnel des douanes et de rinçage, et exhortant le gouvernement de l'Algérie à collaborer avec l'ONUDI afin que la troisième tranche (2014) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2014 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Antigua-et-Barbuda (phase I)	PNUE	2015	6 610	Décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel/ soumission de rapports périodiques et financiers/ difficultés internes.	Notant que la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH n'a pas été soumise en raison d'ouragans ayant durement frappé le pays en 2017, et exhortant le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda à soumettre les rapports périodiques et financiers et à collaborer avec le PNUE afin que la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion.
Bahreïn (phase I)	PNUE	2016	141 250	Mise en œuvre du volet investissements	Notant les retards dus au calendrier révisé du PGEH, et exhortant le gouvernement du Bahreïn à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> ou 82 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	1 002 211	Décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO / changement structurel	
Brunei Darussalam (phase I)	PNUE	2017	7 910	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevée et le retard enregistré en raison du lent processus d'établissement et de signature du contrat pour le centre de remise en état, et exhortant le gouvernement de Brunei Darussalam à collaborer avec le PNUE afin de terminer le rapport de vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC, et avec le PNUE et le PNUD afin de soumettre la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2017.
	PNUD	2017	35 970	Mise en œuvre du volet investissement	
Burundi (phase I)	PNUE	2016	39 550	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevée et exhortant le gouvernement du Burundi à collaborer avec le PNUE afin de terminer le rapport de vérification obligatoire des

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
	ONUDI	2016	87 200	Agence principale pas prête pour la soumission	objectifs de consommation de HCFC, et avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la troisième tranche (2016) et des tranches ultérieures.
Chine (phase II – secteur de la mousse rigide PU)	Banque mondiale	2017	11 289 000	Signature de l'accord/ document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que l'accord n'a pas été signé et que le taux de décaissement de la première tranche de la phase II du PGEH pour le secteur de la mousse rigide de polyuréthane (PU) est inférieur au seuil de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement de la Chine à collaborer avec la Banque mondiale afin d'accélérer la signature de l'accord de manière à ce que la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH pour le secteur de la mousse rigide (PU) soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Chine (phase II - secteur de l'entretien des appareils de réfrigération et de climatisation, y compris le programme habilitant)	PNUE	2017	2 854 061	Signature de l'accord/ document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant les retards enregistrés dans la signature des accords ou des documents de projet et le taux de décaissement global de la première tranche de la phase II du PGEH pour le secteur de l'entretien des appareils de réfrigération et de climatisation (RAC), et que le taux de décaissement du programme habilitant est inférieur au seuil de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement de la Chine à collaborer avec le gouvernement du Japon et le PNUE afin que la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH pour le secteur de l'entretien des appareils RAC et le programme habilitant soient soumises à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
	Japon	2017	90 400	Signature de l'accord/ document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	
Cote d'Ivoire (phase I)	PNUE	2016	168 156	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés	Notant que le problème de retard dans la soumission de la deuxième tranche a été résolu, et exhortant le gouvernement de la Côte d'Ivoire de collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures
	ONUDI	2016	492 200	Agence principale pas prête à soumettre la proposition	
Dominique (phase I)	PNUE	2016	74 354	Décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel/ absence	Notant les retards enregistrés dans la signature des accords ou des documents de projet et que la vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevée, et exhortant le gouvernement de

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
				de rapport de vérification/ difficultés internes/ signature de l'accord ou du document de projet	Dominique à collaborer avec le PNUE afin de terminer le rapport de vérification obligatoire de manière à ce que la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016
Guinée équatoriale (phase I)	PNUE	2016	39 550	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés/ absence de rapport de vérification	Notant que la vérification des objectifs de confirmation de HCFC n'a pas été achevée, et exhortant le gouvernement de la Guinée équatoriale à collaborer avec le PNUE afin de terminer le rapport de vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC, et avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	81 750	Agence principale pas prête à soumettre la proposition	
Géorgie (phase I)	PNUD	2017	128 355	Décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel	Notant les retards attribuables à la modification de l'équipe de gestion du projet, et exhortant le gouvernement de la Géorgie à collaborer avec le PNUD de manière à ce que la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la troisième tranche (2017).
Guinée (phase I)	ONUDI	2016	172 000	Agence principale pas prête à soumettre la proposition	Notant que la vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevée, et exhortant le gouvernement de la Guinée à collaborer avec le PNUE de manière à terminer le rapport de vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC, et avec le PNUE et l'ONUDI de manière à ce que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la troisième tranche (2016) et des tranches ultérieures.
	PNUE	2016	73 450	Absence de rapport de vérification	
Irak (phase I)	PNUE	2017	247 634	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés/ signature de l'accord ou du document de projet	Notant les retards enregistrés dans la signature de l'accord ou du document de projet et dans la procédure douanière, et exhortant le gouvernement de l'Irak à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> ou 82 <sup>e</sup> réunion.
	ONUDI	2017	225 750	Procédure douanière	
Koweït (phase I)	ONUDI	2016	1 128 684	Mise en œuvre du volet investissements/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant les retards enregistrés dans la signature de l'accord ou du document de projet et que le taux de décaissement global de la deuxième tranche du PGEH est inférieur au seuil de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement du Koweït à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> ou 82 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la troisième tranche (2016) et des tranches
	PNUE	2016	371 703	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés/ signature de l'accord ou du document de projet	

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
					ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Maroc (phase I)	ONUDI	2017	37 625	Seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que le taux de décaissement global de la troisième tranche du PGEH est inférieur au seuil de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement du Maroc à collaborer avec l'ONUDI afin que la quatrième tranche (2017) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> ou 82 <sup>e</sup> réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Mozambique (phase I)	PNUE	2016	33 900	Signature de l'accord ou du document de projet/ absence de rapport de vérification	Notant les retards enregistrés dans la signature de l'accord ou du document de projet et dans la procédure douanière, et que le rapport de vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevé, et exhortant le gouvernement du Mozambique à collaborer avec le PNUE afin de terminer les activités et le rapport de vérification obligatoire, et avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la troisième tranche (2016) et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	81 750	Procédure douanière	
Niger (phase I)	PNUE	2016	141 250	Agence principale pas prête à soumettre la proposition	Notant que le rapport de vérification des objectifs de consommation de HCFC et n'a pas été achevé, et exhortant le gouvernement du Niger à collaborer avec l'ONUDI afin de soumettre le rapport de vérification obligatoire, et avec le PNUE et l'ONUDI afin de soumettre la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la deuxième tranche (2016).
	ONUDI	2016	96 750	Absence de rapport de vérification	
Qatar (phase I)	PNUE	2013	169 500	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés/ signature de l'accord et du document de projet	Notant les retards enregistrés dans la signature de l'accord ou du document de projet, et exhortant le gouvernement du Qatar à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de régler toutes les questions se rapportant à la signature de l'accord de manière à ce que la deuxième tranche (2013) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2013 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2013	571 935	Signature de l'accord ou document de projet/ absence de rapport de vérification	
Arabie saoudite (phase I)	ONUDI	2016	909 500	Mise en œuvre du volet investissements/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que les conditions de l'Accord avec le Comité exécutif mises à jour lors de la 72 <sup>e</sup> réunion pour le sous-secteur de l'entretien des appareils de réfrigération n'ont pas été remplies et que le taux de décaissement global de la quatrième tranche (2015) de la phase I du PGEH est inférieur au seuil de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement de l'Arabie saoudite à collaborer avec l'ONUDI afin que la cinquième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la



Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
					81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Afrique du Sud (phase I)	ONUDI	2016	534 585	Retards dans la tranche précédente/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que le taux de décaissement global de la troisième tranche (2015) du PGEH est inférieur au seuil de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement de l'Afrique du Sud à collaborer avec l'ONUDI afin que la quatrième tranche (2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> ou 82 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Surinam (phase I)	PNUE	2016	39 550	Décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel/ absence de rapport de vérification	Notant que l'Unité nationale d'ozone a eu des problèmes de dotation et que le rapport de vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevé, et exhortant le gouvernement du Surinam à collaborer avec le PNUE afin de soumettre le rapport de vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC, et avec le PNUE et l'ONUDI afin de soumettre la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016.
	ONUDI	2016	31 610	Agence principale pas prête à soumettre la proposition	
Trinidad-et-Tobago (phase I)	PNUD	2017	155 875	Décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel	Notant les retards associés à la demande de l'UNO visant à soumettre la tranche à la 81 <sup>e</sup> réunion, et exhortant le gouvernement de Trinidad-et-Tobago à collaborer avec le PNUD afin que la quatrième tranche (2017) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2017.
Tunisie (phase I)	France	2017	78 769	Mise en œuvre du volet investissements/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant les retards enregistrés dans la mise en œuvre des activités du secteur RAC et que le taux de décaissement global de la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH est inférieur au seuil de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement de la Tunisie à collaborer avec le gouvernement de la France, le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, à condition que le taux de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
	PNUE	2017	16 950	Agence principale pas prête à soumettre la proposition	
	ONUDI	2017	116 003	Mise en œuvre du volet investissements/ seuil de décaissement de 20 pour cent	
Turquie (phase I)	ONUDI	2016	1 710 770	Taux de décaissement de 20 pour cent	Notant que le taux de décaissement global de la deuxième tranche (2015) du PGEH est inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent, et exhortant le gouvernement de la Turquie à collaborer avec l'ONUDI afin d'accélérer la mise en œuvre de manière à ce que la troisième tranche

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
					(2016) de la phase I du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Venezuela (République bolivarienne du) (phase II)	PNUD	2017	214 000	Problèmes de sécurité/ décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel	Notant qu'il subsiste des problèmes de sécurité, et exhortant le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela à collaborer avec le PNUD et l'ONUDI afin d'accélérer la mise en œuvre de la première tranche (2016) de manière à ce que la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH soit soumise à la 81 <sup>e</sup> réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2017	615 250	Problèmes de sécurité/ décisions/ approbations du gouvernement/ modifications au sein de l'UNO/ changement structurel	
<b>Total</b>			<b>24 468 120*</b>		

\* À l'exception de la République centrafricaine et du Viet Nam, dont la tranche peut être soumise à la 80<sup>e</sup> ou 81<sup>e</sup> réunion, et des Philippines, dont la tranche restante de la phase I du PGEH a fait l'objet d'une demande d'annulation par le gouvernement.